

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 1817 21 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation de services, modifiée par les directives 81/1057/CEE du 14 décembre 1981, 89/595/CEE du 10 octobre 1989, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, modifiée par la directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu la directive 80/1154/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, modifiée par les directives 80/1273/CEE du 22 décembre 1980, 89/594/CEE du 30 octobre 1989 et 90/658/CEE du 4 décembre 1990;

Vu la directive 80/155/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités de la sage-femme et l'exercice de celles-ci, modifiée par la directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 18 février 1977, 3 juillet 1981, 21 juin 1985 et 15 juillet 1985 et par les décrets des 12 juillet 1980, 19 juillet 1991, 29 juillet 1992 et 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961, 24 décembre 1966 et 16 mai 1980, et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 13 mai 1991 et 23 avril 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur paramédical;

Vu le protocole du 20 juillet 1993 du comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 juillet 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre Présidente chargée de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 1993,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. « jury » : le jury institué par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie.

2. « établissement d'enseignement supérieur paramédical » : tout établissement d'enseignement classé dans cette catégorie en vertu de l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure de l'enseignement supérieur.

3. « stage » : les cours d'application, également appelés « enseignement clinique » dans les directives du Conseil de la CEE du 27 juin 1977 (77/453/CEE) et du 21 janvier 1980 (80/155/CEE) visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux et de la sage-femme, pendant lesquels l'étudiant apprend dans des institutions et services tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, sous la direction d'enseignants infirmiers/accoucheuses et sous la responsabilité d'un établissement d'enseignement supérieur paramédical, à dispenser et à évaluer les soins infirmiers-obstétricaux requis.

4. « accoucheuse » : le ou la professionnel(le) dénommé(e) également « sage-femme » notamment par la directive 80/154/CEE du 21 janvier 1980 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de sage-femme et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services.

Section 2. — Conditions de délivrance des diplômes

Art. 2. Sans préjudice des conditions prévues par les dispositions applicables à l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, les diplômes d'infirmier(e) gradué(e) et d'accoucheuse sont conférés, aux conditions fixées par le présent arrêté, par les établissements d'enseignement supérieur paramédical ou par le jury.

Art. 3. Les études d'infirmier(e) gradué(e) s'étendent sur trois années au moins. Elles sont de quatre ans au minimum pour les études d'accoucheuses.

Art. 4. § 1^{er}. Des diplômes d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), délivrés au terme d'une année d'études, sont conférés aux conditions fixées par le présent arrêté par lesdits établissements ou par le jury.

§ 2. Ces diplômes sont :

- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en pédiatrie;
- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en santé mentale et psychiatrie;
- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire;
- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en soins intensifs et aide médicale urgente;
- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en imagerie médicale et radiothérapie;
- infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en salle d'opération.

§ 3. En vertu de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, d'autres spécialisations pourront être créées ou supprimées, en fonction des besoins, sur avis du Conseil supérieur compétent.

Art. 5. Pour obtenir les diplômes mentionnés au présent arrêté, les candidats doivent réussir, à une année d'intervalle au moins, l'examen de chacune des années d'études.

Art. 6. § 1^{er}. Pour être admis à l'examen final, le candidat doit produire un carnet de stages constatant qu'il a effectué avec fruit un minimum de :

- 1560 périodes de stages pour le diplôme d'infirmier(e) gradué(e);
- 1980 périodes de stages pour le diplôme d'accoucheuse;
- 540 périodes de stages pour le diplôme d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e).

§ 2. Les 240 périodes visées à l'article 13, § 2, ne sont pas prises en considération pour le calcul des 1560 périodes de stage prévues au § 1^{er}.

Art. 7. Avant d'être délivrés, les diplômes mentionnés dans le présent arrêté seront visés par le (ou les) Ministre(s) ayant la Santé dans ses (leurs) attributions, ou son (leurs) délégué(s).

Art. 8. La direction de l'établissement d'enseignement supérieur paramédical visé à l'article 2 doit être assurée par une personne titulaire du ou des titre(s) requis pour cette fonction par la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

Lorsque la direction de l'établissement n'est pas exercée par un docteur en médecine, un conseiller ayant ce titre y est associé.

Art. 9. L'inspection pédagogique des cours est assurée, chacun pour ce qui les concerne, par les services d'inspection des Ministres ayant l'Enseignement supérieur et la Santé dans leurs attributions.

Section 3. — Admission aux études

Art. 10. § 1^{er}. Nul ne peut être admis aux études d'infirmier(e) gradué(e) et d'accoucheuse s'il n'est porteur d'un des titres requis pour être admis à l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice ou s'il n'est titulaire du certificat de réussite à l'examen d'admission à l'enseignement supérieur paramédical visé au chapitre II de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession.

§ 2. Nul ne peut être admis à une année d'études de spécialisation s'il n'est titulaire du diplôme d'infirmier(e) gradué(e).

Art. 11. Lors de l'inscription aux cours de la première année d'études, les étudiants fournissent les documents suivants :

1. un certificat d'aptitude physique tel que visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
2. un certificat de bonne vie et mœurs établi entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre de l'année académique concernée.

Art. 12. Moyennant épreuves de régularisation déterminées par l'établissement ou le jury, les étudiants admis aux cours de la troisième année d'études menant à l'octroi du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) peuvent accéder à la troisième année des études d'accoucheuse. Il en est de même des étudiants admis aux cours de la troisième année des études d'accoucheuse qui désirent être admis aux études d'infirmier(e) gradué(e).

Section 4. — Temps d'étude et contrôle sanitaire des étudiants

Art. 13. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 3 novembre 1987 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, il ne peut être exigé des élèves plus de 32 périodes de prestation par semaine, sauf en dernière année où ce nombre est de 36 périodes.

§ 2. Toutefois, pour les études d'infirmier(e) gradué(e), outre les prestations visées au paragraphe 1^{er}, les cours d'application doivent être complétés à raison de 240 périodes, aux conditions fixées par chaque direction d'établissement, en accord avec le pouvoir organisateur, hors normes d'encadrement, à concurrence de 40 périodes en première année d'études, 70 en deuxième et 130 en dernière année d'études.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application au stage :

- 1^o au cours de la première et de la deuxième années d'études, l'heure de début et celle de la fin du stage journalier ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures;
- 2^o au cours de la troisième année d'études, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités au sein desquels le stage est effectué;
- 3^o des stages peuvent être organisés pendant les samedis et dimanches et ce à neuf reprises au maximum au cours de l'ensemble des deux dernières années d'études.

§ 4. Les règles suivantes sont d'application au stage accompli la nuit :

- 1^o au cours de la première et de la deuxième année d'études, aucun stage ne peut être organisé de nuit, de 20 heures à 6 heures;
- 2^o au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) hospitalier(e), au minimum quatre et au maximum huit services de nuit doivent être organisés;
- 3^o chaque prestation nocturne doit avoir une durée minimale de 8 heures;
- 4^o l'année terminale des études conduisant au diplôme d'accoucheuse peut comporter autant de services de nuit que les besoins de la formation le justifient;
- 5^o l'exigence de la surveillance éducative prévue à l'article 3, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993 fixant les modalités de stage pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée n'est pas d'application pour le stage organisé la nuit et les samedis et dimanches;
- 6^o au cours du stage nocturne, l'étudiant doit être placé sous la surveillance d'un(e) infirmier(e) ou d'une accoucheuse présent(e) dans le service ou l'unité concerné.

§ 5. Le stage de jour comme de nuit ne peut, en aucun cas, placer l'étudiant dans l'impossibilité physique et de temps d'assister aux cours théoriques ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 14. § 1^{er}. Par dérogation à l'article précédent, seuls ses § 4, 3^o, 5^o, 8^o et § 5 sont applicables aux stages prévus au programme d'une année de spécialisation.

§ 2. Il peut être exigé autant de services de nuit que les besoins le justifient dans les formations d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e).

Art. 15. Les étudiants sont soumis chaque année au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmier(e)s. Les Ministres ayant dans leurs compétences l'Enseignement supérieur et la Santé sont chargés de déterminer les modalités de ce contrôle.

CHAPITRE II. — Des programmes

Section 1^{re}. — Généralité

Art. 16. Le programme des études d'infirmier(e) gradué(e) et d'accoucheuse comprend, au moins, les matières énoncées à l'annexe du présent arrêté.

Quant au programme des matières faisant l'objet des examens du jury, il est défini par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, sur avis du Conseil supérieur compétent, au plus tard le 1^{er} octobre des années paires.

Art. 17. Le programme des cours d'application est déterminé par le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

Section 2. — Infirmier(e) gradué(e)

Art. 18. Le programme des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) doit comprendre au moins 1440 périodes de cours théoriques et 1560 périodes de stages, ventilées comme suit :

Théorie	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Groupes de branches			
Sciences infirmières	240	150	60
Sciences biomédicales	210	180	60
Sciences humaines et sociales	120	90	60
Liberté pédagogique	150	60	60
Cours d'application	240	480	840

Section 3. Accoucheuse

Art. 19. Le programme des études menant à l'obtention du diplôme d'accoucheuse doit comprendre au moins 1980 périodes de cours théoriques et 1980 périodes de stages, ventilées comme suit :

Cours théoriques	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année
Groupes de branches				
Sciences infirmières	240	150		
Sciences obstétricales			195	75
Sciences biomédicales	210	180	165	50
Sciences humaines et sociales	120	90	165	90
Liberté pédagogique	150	60	15	15
Cours d'application	240	480	420	840

Section 4. — Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e)

Art. 20. § 1^{er}. Le programme des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) comprend un volume horaire minimum de cours théoriques de 480 périodes ventilées comme suit :

Cours théoriques	Pédiatrie	Santé mentale et psychiatrie	Santé communautaire
Sciences infirmières	165	225	150
Sciences biomédicales	165	105	90
Sciences humaines et sociales	105	105	150
Liberté pédagogique	105	105	90

	Soins intensifs et aide médicale urgente	Imagerie médicale et radiothérapie	Salle d'opération
Sciences infirmières	165	120	180
Sciences biomédicales	165	210	180
Sciences humaines et sociales	60	60	30
Liberté pédagogique	90	90	90

§ 2. Il comprend en outre un volume horaire minimum de cours d'application de 540 périodes ventilées comme suit :

1. Infirmier(e) gradué(e) en pédiatrie :
540 périodes
2. Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en santé mentale et psychiatrie :
540 périodes
3. Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire :
600 périodes
4. Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en soins intensifs et aide médicale urgente :
600 périodes
5. Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en imagerie médicale et radiothérapie :
600 périodes
6. Infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) en salles d'opération :
600 périodes

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et dérogatoires

Art. 21. Les années de spécialisation visées à l'article 4 du présent arrêté pourront être organisées, pour la première fois, dès l'année académique 1996-1997.

Art. 22. Le présent arrêté est applicable dès l'année académique 1993-1994.

Art. 23. Dans le cadre de son capital période, l'établissement peut organiser, en faveur des étudiants ayant présenté l'examen d'une des années d'études menant à l'obtention d'un diplôme visé à l'article premier de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession, la formation menant à l'octroi desdits diplômes selon la structure existante au jour d'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, l'établissement délivre, s'il échet, un des diplômes visés à l'article premier de l'arrêté royal du 17 août 1957 précité.

Si l'établissement n'utilise pas de cette faculté, les étudiants non admis dans l'année d'études supérieure, ou qui n'ont pas obtenu le diplôme, peuvent être admis dans l'année d'études correspondante de la nouvelle structure instituée par le présent arrêté, moyennant la réussite d'épreuves de régularisation déterminées par l'établissement.

Art. 24. Sont abrogés les articles 2 à 7, 14 à 18, 23, 24, 26, 27 et 28 de l'arrêté royal du 17 août 1957, tel que modifié à ce jour, portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière.

« Il est créé un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie. »

§ 2. Dans l'intitulé du même arrêté, les mots « d'infirmier gradué et d'infirmière graduée, de gradué en kinésithérapie, de gradué en ergothérapie et de gradué en logopédie » sont remplacés par les mots « d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie ».

§ 3. Dans l'article 12 du même arrêté, est inséré un alinéa 3, libellé comme suit :

« Nul n'est admis à l'examen du grade d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) s'il n'est titulaire, depuis une année académique au moins, du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou d'un titre étranger reconnu équivalent en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers. »

Dans ce même article 12, les mots « d'infirmier gradué » et « d'infirmière graduée » sont, dans les alinéas 1^{er} et 2, remplacés par « infirmier(e) gradué(e) ».

§ 4. L'article 27 du même arrêté de l'Exécutif de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Répondent de manière satisfaisante les candidats qui ont obtenu la moitié des points dans chaque branche et les 80 % des points sur l'ensemble des branches faisant partie de l'examen. Le jury délibère collégalement et souverainement sur le caractère satisfaisant des réponses des autres candidats. Il délibère de même sur l'attribution des mentions. »

§ 5. A l'article 18, 5^o, de ce même arrêté, après le mot « interrogé », sont ajoutés les mots suivants : « ce point n'est pas applicable pour les examens menant à l'octroi des diplômes visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 1993 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e). »

§ 6. A l'article 19 du même arrêté, sont supprimés les mots « d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée ».

Art. 26. Les Ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Santé, des Affaires sociales et du Tourisme,

Mlle. L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

Annexe

PROGRAMME DE FORMATION DES ACCOUCHEUSES

Le programme de formation en vue de l'obtention des diplômes, certificats et autres titres d'accoucheuse comporte les deux volets suivants :

A. Enseignement théorique et technique

a) Matières de base

1. Notions fondamentales d'anatomie et de physiologie
2. Notions fondamentales de pathologie
3. Notions fondamentales de bactériologie, virologie et parasitologie
4. Notions fondamentales de biophysique, biochimie et radiologie
5. Pédiatrie, eu égard notamment aux nouveau-nés
6. Hygiène, éducation sanitaire, prévention des maladies, dépistage précoce
7. Nutrition et diététique, eu égard notamment à l'alimentation de la femme, du nouveau-né et du nourrisson
8. Notions fondamentales de sociologie et problème de la médecine sociale
9. Notions fondamentales de pharmacologie
10. Psychologie
11. Pédagogie
12. Législation sanitaire et sociale et organisation sanitaire
13. Déontologie et législation professionnelle
14. Education sexuelle et planification familiale
15. Protection juridique de la mère et de l'enfant

b) Matières spécifiques aux activités d'accoucheuse

1. Anatomie et physiologie
2. Embryologie et développement du fœtus
3. Grossesse, accouchement et suites de couches
4. Pathologie gynécologique et obstétricale
5. Préparation à l'accouchement et à la parenté, y compris les aspects psychologiques
6. Préparation de l'accouchement (y compris connaissance et emploi du matériel obstétrical)
7. Analgésie, anesthésie et réanimation
8. Physiologie et pathologie du nouveau-né
9. Soins et surveillance du nouveau-né
10. Facteurs psychologiques et sociaux

B. Enseignement pratique et enseignement clinique

Ces enseignements sont dispensés sous surveillance appropriée :

1. Consultations de femmes enceintes comportant au moins cent examens prénatals
2. Surveillance et soins d'au moins quarante parturientes
3. Pratique par l'élève d'au moins quarante accouchements; lorsque ce nombre ne peut être atteint en raison de l'indisponibilité de parturientes, il peut être ramené à trente au minimum, à condition que l'élève participe en outre à vingt accouchements
4. Participation active à un ou deux accouchements par le siège
5. Pratique de l'épisiotomie et initiation à sa suture
6. Surveillance et soins de quarante femmes enceintes, en cours d'accouchement et accouchées, exposées à des risques
7. Examen d'au moins cent accouchées et nouveau-nés normaux
8. Surveillance et soins d'accouchées et de nouveau-nés, y compris d'enfants nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale et de nouveau-nés présentant des troubles
9. Soins des cas pathologiques dans les domaines de la gynécologie et de l'obstétrique, des maladies des nouveau-nés et des nourrissons
10. Initiation aux soins des cas pathologiques généraux en médecine et en chirurgie

PROGRAMME D'ETUDES POUR LES INFIRMIERS RESPONSABLES
DES SOINS GENERAUX

Le programme d'études conduisant au diplôme, certificat et autre titre d'infirmier responsable des soins généraux comprend les deux parties suivantes :

A. Enseignement théorique et technique

a) Soins infirmiers

- Orientation et éthique de la profession
Principes généraux de santé et des soins infirmiers
Principes des soins infirmiers en matière de :
- médecine générale et spécialités médicales
 - chirurgie générale et spécialités chirurgicales
 - puériculture et pédiatrie
 - hygiène et soins à la mère et au nouveau-né
 - santé mentale et psychiatrie
 - soins aux personnes âgées et gériatrie

- b) Sciences fondamentales
 Anatomie et physiologie
 Pathologie
 Bactériologie, virologie et parasitologie
 Biophysique, biochimie et radiologie
 Diététique
 Hygiène :
 — prophylaxie
 — éducation sanitaire
 Pharmacologie
- c) Sciences sociales
 Sociologie
 Psychologie
 Principes d'administration
 Principes d'enseignement
 Législations sociale et sanitaire
 Aspects juridiques de la profession
- B. Enseignement infirmier clinique
 Soins infirmiers en matière de :
 — médecine générale et spécialités médicales
 — chirurgie générale et spécialités chirurgicales
 — soins aux enfants et pédiatrie
 — hygiène et soins à la mère et au nouveau-né
 — santé mentale et psychiatrie
 — soins aux personnes âgées et gériatrie
 — soins à domicile.

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 1817

[S-C — 29278]

21 APRIL 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw
 en gegraduate(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het verdrag tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en bekrachtigd bij de wet van 2 december 1957, inz. de artikel 49, 57 en 66;

Gelet op de richtlijn 77/452/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 27 juni 1977 tot wederzijdse erkenning van de bekwaamheidsbewijzen van verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht en van de vrije verstrekking van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 81/1057/EEG d.d. 14 december 1981, 89/595/EEG d.d. 10 oktober 1989, 89/594/EEG d.d. 30 oktober 1989 en 90/658/EEG d.d. 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 77/453/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 27 juni 1977 tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG d.d. 10 oktober 1989;

Gelet op de richtlijn 80/1154/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 21 januari 1980 tot wederzijdse erkenning van de bekwaamheidsbewijzen van vroedvrouw en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht en van de vrije verstrekking van diensten, gewijzigd bij de richtlijnen 80/1273/EEG d.d. 22 december 1980, 89/544/EEG d.d. 30 oktober 1989 en 90/658/EEG d.d. 4 december 1990;

Gelet op de richtlijn 80/155/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de bepalingen betreffende de toegang tot de werkzaamheden van de vroedvrouw en de uitoefening ervan, gewijzigd bij de richtlijn 89/594/EEG d.d. 30 oktober 1989;

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd door de wetten van 27 juli 1971, 18 februari 1977, 3 juli 1981, 21 juni 1985 en 15 juli 1985 en de decreten van 12 juli 1980, 19 juli 1991, 29 juli 1992 en 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961, 24 december 1966 en 16 mei 1980 en de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 mei 1991 en 23 april 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegraduate(e) verpleger of verpleegster, gegraduateerde in de kinesitherapie, de ergotherapie of de logopedie;

Gelet op het advies van de hoge raad voor het paramedisch hoger onderwijs;

Gelet op het protocol d.d. 20 juli 1993 van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 6 juli 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister Voorzitter bevoegd voor Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 6 september 1993,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Afdeling 1. — Bepalingen

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder :

1. « examencommissie » : de commissie ingesteld bij voormeld besluit van de Executieve d.d. 13 mei 1991;
2. « inrichting voor paramedisch hoger onderwijs » : elke onderwijsinrichting bij deze categorie ingedeeld krachtens artikel 2, lid 1 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;
3. « stage » : de applicatiecursussen, ook « klinisch onderwijs » genoemd in voormelde richtlijnen 77/453/EEG en 80/155/EEG, waarbij de student, in en buiten ziekenhuizen, de vereiste verpleegkundige-verloskundige verzorging leert verstrekken en evalueren in instellingen en diensten, onder de leiding van leraars-verpleegkundigen/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van een inrichting voor paramedisch hoger onderwijs.
4. « vroedvrouwen » : de beroepsmensen bedoeld in voormelde richtlijn 80/154/EEG.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van diploma's

Art. 2. Onverminderd de voorwaarden bepaald voor het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan worden de diploma's van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en vroedvrouw toegekend door de inrichtingen voor paramedisch hoger onderwijs of door de examencommissie, onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 3. De studies van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster moeten ten minste drie jaar in beslag nemen; voor de studies van vroedvrouw wordt deze termijn op vier jaar gebracht.

Art. 4. § 1. Diploma's van gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, uitgereikt na één jaar studie, worden door bedoelde inrichtingen of de examencommissie toegekend onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden.

§ 2. Die diploma's zijn :

- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in de pediatrie;
- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in geestelijke gezondheid en psychiatrie;
- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in de gezondheid in gemeenschappen;
- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in intensieve verzorging en dringende medische hulp;
- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in afbeeldingstechniek en radiotherapie;
- gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in operatiekamer.

§ 3. Krachtens voormelde wet van 7 juli 1970 kunnen andere specialiteiten desnoods opgericht of afgeschaft worden, op advies van de bevoegde hoge raad.

Art. 5. Om de in dit besluit genoemde diploma's te bekomen, moeten de kandidaten geslaagd zijn, met een tussentermijn van één jaar voor de examens van elk studiejaar.

Art. 6. § 1. Om aan het laatste examen te mogen deelnemen, moet de kandidaat een stageboekje overleggen, waaruit blijkt dat hij, met vrucht, ten minste :

1 560 uren stage volbracht heeft voor het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, 1980 uren stage volbracht heeft voor het diploma van vroedvrouw, 540 uren stage volbracht heeft voor het diploma van gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster

§ 2. De in artikel 13 § 2 bedoelde uren komen niet in aanmerking voor de berekening van de in § 1 bedoelde 1560 uren stage.

Art. 7. De uit te reiken diploma's moeten vooraf het visum krijgen van de voor Gezondheid bevoegde Minister(s) of hun gemachtigde(n).

Art. 8. De directeur van de in artikel 2 bedoelde inrichting voor paramedisch hoger onderwijs moet houder zijn van het of de bekwaamheidsbewijzen, voor die functie vereist door voormelde wet van 7 juli 1970.

Wanneer hij geen doctor in de geneeskunde is, wordt hem een adviseur met dat diploma toegevoegd.

Art. 9. De cursussen ressorteren onder de pedagogische inspectie verricht door de inspectiediensten van de Ministers, bevoegd voor hoger onderwijs en gezondheid, ieder wat hem betreft.

Afdeling 3. — Toelating tot de studies

Art. 10. § 1. Niemand kan toegelaten worden tot de studies van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en van vroedvrouw als hij niet in het bezit is van een bekwaamheidsbewijs, vereist voor de toegang tot het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het toelatingsexamen voor het paramedisch hoger onderwijs, bedoeld in hoofdstuk II van voormeld koninklijk besluit van 17 augustus 1957.

§ 2. Niemand kan tot een specialisatiejaar toegelaten worden als hij niet in het bezit is van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster.

Art. 11. Bij de inschrijving voor de lessen van het le studiejaar moeten de studenten volgende stukken voorleggen :

1. een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid, bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

2. een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, opgemaakt tussen 1 september en 30 november van het betrokken academiejaar.

Art. 12. Mits zij slagen voor regularisatieëxamens, vastgesteld door de inrichting of de examencommissie, kunnen de studenten die toegelaten zijn tot het 3e studiejaar ter verkrijging van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster toegang krijgen tot het 3e jaar van de studies voor vroedvrouw. Hetzelfde geldt voor de studenten toegelaten tot het 3e jaar van de studies voor vroedvrouw, die toegang wensen te krijgen tot de studies van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster.

Afdeling 4. — Studieduur en controle over de gezondheid van de studenten.

Art. 13. § 1. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 november 1987 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, kan men de leerlingen niet meer dan 32 lestijden per week opleggen, behalve in het laatste jaar, waar dit aantal verhoogd wordt tot 36.

§ 2. Voor de studies van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster moeten de applicatielessen, benevens de in § 1 bedoelde prestaties, aangevuld worden ten belope van 240 lestijden, onder de voorwaarden vastgesteld door de directie van elke inrichting, in overleg met de inrichtende macht, naar rato van 40 lestijden in het 1e studiejaar, 70 in het 2e, 130 in het laatste.

§ 3. Voor de stage gelden de volgende regels :

1° in het 1e en het 2e jaar kunnen de uren van aanvang en einde van de dagelijkse stage ten hoogste door 10 uren gescheiden worden;

2° in het 3e jaar moet ten minste 50 % van de stage georganiseerd worden volgens de uurregeling geldend in de diensten en eenheden waarin de stage volbracht wordt;

3° stages kunnen georganiseerd worden op zaterdag en zondag, ten hoogste negenmaal in de laatste 2 leerjaren samen.

§ 4. Voor de stage die 's nachts volbracht wordt gelden volgende regels :

1° in het 1e en het 2e jaar kan geen stage 's nachts georganiseerd worden tussen 20 en 6 uur;

2° in het laatste jaar van de studies voor gegradueerd(e) ziekenhuisverpleger of verpleegster moeten ten minste 4 en ten hoogste 8 nachtdiensten georganiseerd worden;

3° elke nachtprestatie moet ten minste 8 uren;

4° het laatste jaar van de studies van vroedvrouw kan evenveel nachtdiensten omvatten als de behoeften van de opleiding vereisen;

5° het educatief toezicht vereist bij artikel 3, 1° van het besluit van de Executieve d.d. 27 april 1993 tot vaststelling van de stagevoorwaarden ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw, gegradueerd verpleger of gegradueerde verpleegster geldt niet voor de stage die 's nachts of op zaterdag en zondag georganiseerd wordt;

6° tijdens de nachtstage moet de student onder het toezicht staan van een verpleger, verpleegster of vroedvrouw, aanwezig in de betrokken dienst of eenheid.

§ 5. De stage mag, overdag of 's nachts, de student niet in de fysieke of materiële onmogelijkheid stellen om de theorielessen bij te wonen en mag evenmin de regeling van de arbeidsduur in de betrokken sector overtreden.

Art. 14. § 1. In afwijking van artikel 13 gelden alleen zijn §§ 4, 3°, 5° en 6°, en 5 voor de stage volgens het programma van een specialisatiejaar.

§ 2. In de opleiding tot gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster mogen zoveel nachtdiensten opgelegd worden als nodig om aan de behoeften te voldoen.

Art. 15. De studenten ondergaan jaarlijks hetzelfde medisch toezicht als de verplegers en verpleegsters. De Ministers bevoegd voor Hoger Onderwijs en voor Gezondheid bepalen de wijze van uitvoering van dat toezicht.

HOOFDSTUK II. — Programma's*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 16. Het programma van de studies van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en van vroedvrouw omvat ten minste de leerstof in de bijlage bij dit besluit.

De leerstof voor het examen van de examencommissie wordt bepaald door de Minister, bevoegd voor Hoger Onderwijs, op advies van de bevoegde Hoge Raad, uiterlijk op 1 oktober van de even jaren.

Art. 17. Het programma van de applicatiecursussen wordt bepaald door de voor Gezondheid bevoegde Minister.

Afdeling 2. — Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster

Art. 18. Het programma van de studies ter verkrijging van het diploma van verpleger of verpleegster omvat ten minste 1440 lestijden theorie en 1560 lestijden stage, verdeeld als volgt :

Theorie	1e jaar	2e jaar	3e jaar
Vakkengroep			
Verpleegkunde	240	150	60
Biomedische wetenschap	210	180	60
Sociale en menswetenschappen	120	90	60
Pedagogische vrijheid	150	60	60
Applicatiecursussen	240	480	840

Afdeling 3. — Vroedvrouwen

Art. 19. Het programma van de studies ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw omvat ten minste 1980 lestijden theorie en 1980 lestijden stage, verdeeld als volgt :

Theorie	1e jaar	2e jaar	3e jaar	4e jaar
Vakkengroep				
Verpleegkunde	240	150		
kunde			195	75
Biomedische wetenschap	210	180	165	50
Sociale en menswetenschappen	120	90	165	90
Pedagogische vrijheid	150	60	15	15
Applicatiecursussen	240	480	420	840

Afdeling 4. — Gespecialiseerd(e) gegradueerde verpleger of verpleegster

Theorie	Pediatrie	Geestelijke gezondheid en psychiatrie	Gezondheid in gemeenschappen
Verpleegkunde	165	225	150
Biomedische wetenschap	165	105	90
Sociale en menswetenschappen	105	105	150
Pedagogische vrijheid	105	105	90

	Intensieve verzorging en dringende medische hulp	Afbeeldingstechniek en radiotherapie	Operatiekamer
Verpleegkunde	165	120	180
Biomedische wetenschap	165	210	180
Sociale en menswetenschappen	60	60	30
Pedagogische vrijheid	90	90	90

§ 2. Het omvat ook ten minste 540 lestijden voor applicatiecursussen :

1. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in de pediatrie : 540 lestijden
2. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in geestelijke gezondheid en psychiatrie : 540 lestijden
3. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in de gezondheid in gemeenschappen : 600 lestijden
4. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in intensieve verzorging en dringende medische hulp : 600 lestijden
5. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in afbeeldingstechniek en radiotherapie : 600 lestijden
6. Gegradueerd(e) verpleger of verpleegster gespecialiseerd in de operatiekamer : 600 lestijden

HOOFDSTUK III. — Overgangs en afwijkingsbepalingen

Art. 21. De in artikel 4 van dit besluit bedoelde specialisatiejaren kunnen voor het eerst georganiseerd worden in het academiejaar 1996-1997.

Art. 22. Dit besluit is toepasselijk vanaf het academiejaar 1993-1994.

Art. 23. Binnen haar lestijdenpakket kan de inrichting voor de studenten die examens afgelegd hebben voor een studiejaar ter verkrijging van een diploma bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 voormeld, de opleiding organiseren ter verkrijging van bedoelde diploma's volgens de structuur bestaande op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. In dat geval reikt de inrichting eventueel een van de diploma's uit bedoeld in artikel 1 van voormeld besluit van 17 augustus 1957. Maakt de inrichting geen gebruik van die mogelijkheid, dan kunnen de studenten die niet tot het volgende studiejaar toegelaten werden of het diploma niet verkregen hebben, toegelaten worden in het overeenstemmende studiejaar van de bij dit besluit ingestelde nieuwe structuur, mits zij slagen voor regularisatieexamens die de inrichting bepaalt.

Art. 24. In voormeld koninklijk besluit van 17 augustus 1957, zoals gewijzigd, worden de artikelen 2 tot 7, 14 tot 18, 23, 24, 25 en 27 opgeheven. Ze blijven echter toepasselijk, ter voltooiing van de aangevatte studies, tot het einde van het academiejaar 1999-2000, om de toepassing van artikel 23, lid, van dit besluit mogelijk te maken.

Art. 25. § 1. Artikel 1 van voormeld besluit van 13 mei 1991 wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger, gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de ergotherapie en gegradueerde in de logopedie ».

§ 2. In het opschrift van hetzelfde besluit wordt tussen de woorden « gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster » en « gegradueerde in de kinesitherapie » « gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster » ingevoegd.

§ 3. In art. 12 van hetzelfde besluit wordt onderstaand 3e lid ingevoegd :

« Niemand wordt tot het examen van gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger of verpleegster toegelaten als hij niet sinds ten minste één academisch jaar in het bezit is van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster of van een buitenlands studiebewijs, als gelijkwaardig erkend krachtens de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiebewijzen », en worden in het 1e en het 2e lid de woorden « gegradueerd verpleger, gegradueerde verpleegster » vervangen door « gegradueerd(e) verpleger of verpleegster ».

§ 4. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door : « Om het examen op voorgaande wijze af te leggen moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen en 60 % van de punten voor de gezamenlijke examenvakken. De examencommissie beslist collegiaal en zonder beroep over het voldoende karakter van de antwoorden van de andere kandidaten, alsook over de toe te kennen vermeldingen ».

§ 5. Aan art. 18, 5^o, van hetzelfde besluit wordt toegevoegd : « dit punt geldt niet voor de examens ter verkrijging van de diploma's bedoeld in het besluit van de Regering dd. 6 september 1993 houdende de toekenningsvoorwaarden voor de diploma's van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster ».

§ 6. In art. 19 van hetzelfde besluit vervallen de woorden : « vroedvrouw, gegradueerd verpleger en gegradueerde verpleegster ».

Art. 26. De Ministers, bevoegd inzake Gezondheid en Hoger Onderwijs, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
bevoegd voor Gezondheid, Sociale Zaken en Toerisme,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
M. LEBRUN

Bijlage

PROGRAMMA VOOR DE OPLEIDING VAN VROEDVROUWEN

Het programma van de opleiding ter verkrijging van de studiebewijzen van vroedvrouw omvat 2 gedeelten :

A. Theoretisch en technisch onderwijs.

a) Basisvakken :

1. Grondbegrippen van anatomie en fysiologie;
2. Grondbegrippen van pathologie;
3. Grondbegrippen van bacteriologie, virologie en parasitologie;
4. Grondbegrippen van biofysica, biochemie en radiologie;
5. Pediatrie, o.m. voor pasgeborenen;
6. Hygiëne, sanitaire opvoeding, voorkoming en vroege opsporing van ziekten;
7. Voeding en dieetleer, o.m. voor de voeding van vrouwen, pasgeborenen, zuigelingen;
8. Grondbegrippen van sociologie en problemen van sociale geneeskunde;
9. Grondbegrippen van farmacologie;
10. Psychologie;
11. Pedagogie;
12. Sanitaire en sociale wetgeving en sanitaire organisatie;
13. Deontologie en beroepswetgeving;
14. Sexuele opvoeding en geboortenregeling;
15. Juridische bescherming van moeder en kind

b) Specifieke vakken i.v.m. het werk van de vroedvrouw

1. Anatomie en fysiologie;
2. Embryologie en ontwikkeling van de foetus;
3. Zwangerschap, bevalling en nazorg;
4. Gynaecologische en verloskundige pathologie;
5. Voorbereiding tot bevalling en ouderschap, de psychologische aspecten inbegrepen;
6. Voorbereiding tot de bevalling, kennis en verloskundig materieel inbegrepen;
7. Analgesie, anesthesie en reanimatie;
8. Fysiologie en pathologie van de pasgeborenen;
9. Verzorging van de pasgeborenen en toezicht;
10. Psychologische en sociale factoren.

B. Praktisch en klinisch onderwijs :

Dit onderwijs wordt onder bevoegd toezicht verstrekt.

1. Consult voor zwangere vrouwen : ten minste 100 prenatale onderzoeken.
2. Toezicht en verzorging : ten minste 40 barende vrouwen.
3. Praktijk : ten minste 40 verlossingen, verricht door de leerling. Bij gebrek aan voldoende barende vrouwen wordt dit aantal verminderd tot 30 minimum, mits de leerling ook aan 20 verlossingen deelneemt.
4. Actieve deelneming aan 1 of 2 verlossingen bij stuitligging.
5. Praktijk van episiotomie, met inleiding tot de hechting.
6. Toezicht over en verzorging van 40 vrouwen : zwanger, barend of reeds bevallen, die blootgesteld zijn aan risico's.
7. Onderzoek van ten minste 100 kraamvrouwen en normale pasgeborenen.
8. Toezicht over en verzorging van kraamvrouwen en pasgeborenen, ook van prematuren, postmaturen en pasgeborenen waarvan het gewicht kleiner is dan normaal of die stoornissen vertonen.
9. Verzorging van pathologische gevallen : gynaecologie, verloskunde, ziekten van pasgeborenen en zuigelingen.
10. Inleiding tot de verzorging van algemene pathologische gevallen in de genees- en heelkunde.

PROGRAMMA VOOR DE STUDIES VAN VERPLEGER,
VERANTWOORDELIJK VOOR DE ALGEMENE VERZORGING

Het programma van de studie ter verkrijging van de studiebewijzen van verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, omvat 2 gedeelten :

A. Theoretisch en technisch onderwijs.

a) Verpleegkunde :

Oriëntering en ethiek van het beroep;

Algemene principes van gezondheid en verpleegkunde.

Principes van gezondheid en verpleegkunde inzake :

— algemene geneeskunde en specialisaties;

— algemene chirurgie en specialisaties;

— kinderverzorging en pediatrie;

— hygiëne en verzorging van moeders en pasgeborenen;

— geestelijke gezondheid en psychiatrie;

— bejaardenzorg en geriatrie.

b) Basiswetenschappen :

Anatomie en fysiologie;

Pathologie;

Bacteriologie, virologie en parasitologie;

Biophysica, biochemie en radiologie;

Dietleer;

Hygiëne :

— profylaxis;

— sanitaire opvoeding;

Farmacologie.

c) Sociale wetenschappen

Sociologie;

Psychologie;

Principes van bestuur;

Sociale en sanitaire wetgeving;

Juridische aspecten van het beroep.

B. Onderwijs klinische verpleging

Verpleging inzake :

— algemene geneeskunde en specialisaties;

— algemene chirurgie en specialisaties;

— kinderverzorging en pediatrie;

— hygiëne en verzorging van moeder en pasgeborenen;

— geestelijke gezondheid en psychiatrie;

— bejaardenzorg en geriatrie;

— thuisverzorging.

F. 94 — 1818

26 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le plan comptable des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret (F) de la Communauté française du 5 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 10;

Vu le décret (I) de la Région wallonne du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 8;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon, donné le 24 mars 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;